

## La planète a la fièvre - 1/1

**Les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat sont réunis jusqu'à vendredi à Paris pour planifier la préparation de leur quatrième rapport d'évaluation des changements climatiques. Malgré leurs avertissements répétés, ils ont encore du mal à se faire entendre.**

Le Groupe intergouvernemental de l'ONU sur l'évolution du climat (GIEC) comprend 300 représentants issus de 170 pays. On les appelle les grands sages du climat. Ce sont eux qui avaient tiré la sonnette d'alarme pour alerter les pouvoirs publics face aux premiers signes du réchauffement climatique. Mais plus de 150 ans après la première description du réchauffement climatique – c'était en 1867 – les scientifiques ont toujours du mal à se faire entendre par les responsables politiques de la planète.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a convoqué sa session plénière pour la première fois en France cette année. Composé de quelques 300 scientifiques et diplomates de 170 pays, il est chargé par les Nations Unies de collecter, confronter et de vérifier toutes les données scientifiques sur le réchauffement climatique. Auteur de trois rapports depuis 1988, il a mis en évidence le lien entre l'augmentation de la température et l'accroissement du gaz carbonique dans l'atmosphère, plus de 30% depuis le début de la révolution industrielle. C'est ce constat inquiétant qui a conduit à la signature du protocole de Kyoto en 1997. Ce dernier prévoit entre autre de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Un objectif impossible à tenir tant que les Etats-Unis et la Russie n'auront pas ratifié le texte. Ce qui est encore le cas à ce jour.

En attendant, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Si leur impact sur le réchauffement climatique a été prouvé, il est en revanche encore difficile d'affirmer que ce dernier est à l'origine des phénomènes anormaux observés ces dernières années, telles les sécheresses record de 2002, les tempêtes de 1995 en France, ou encore les inondations dévastatrices de l'été dernier en Europe. Mais force est de constater que ces événements vont dans le sens des prédictions faites par la communauté scientifique, qui malgré ses avertissements répétés a encore du mal à se faire entendre. Dans leur dernier rapport publié en 2001, les experts du GIEC ont prédit une hausse du thermomètre entre 1,4 et 5,8 degrés, associée à une augmentation du niveau de la mer de 9 à 88 cm entre 1990 et 2100. Selon une communication dans la revue scientifique *Nature* à paraître aujourd'hui, ce réchauffement climatique pourrait entraîner une augmentation des précipitations en été sur de larges parties de l'Europe avec un risque important d'inondations pendant cette période. La hausse du niveau des océans pourrait quant à elle menacer les régions côtières ainsi que certaines petites îles. Par ailleurs, les experts du GIEC n'excluent pas des conséquences "irréversibles" pour l'économie et la santé publique.

Hier, Jean-Pierre Raffarin, qui ouvrait la réunion du GIEC, a appelé la communauté internationale à agir collectivement contre "le défi gigantesque" du changement climatique. Et le Premier ministre de reprocher à "certains" d'avoir voulu "fermer les yeux sur l'évidence". Il a par ailleurs confirmé la volonté du gouvernement de s'engager en faveur du développement durable et a plaidé pour les énergies non polluantes, déclarant que la France avait pour ambition "d'être un leader mondial en 2010 pour tout ce qui est transports propres, que ce soient les transports en commun ou le transport individuel".

La réunion des experts du GIEC à Paris s'achèvera demain. Elle doit permettre de "commencer à réfléchir" sur le contenu du quatrième rapport d'évaluation des changements climatiques qui sera lancé fin 2003 et qui doit paraître en 2007. Un rapport qui fera une place plus large aux incidences régionales du réchauffement planétaire et aux stratégies envisageables pour enrayer, ou du moins atténuer, le phénomène.